L’agriculture familiale, clé de la lutte contre la faim

Rapport de l'ONG Oxfam America

Partage international n° 256 – Décembre 2009

par Chris Hufstader

Fanta Niambaley introduit sa clé dans la porte de son petit entrepôt. Sitôt ouverte, la riche lumière de cette fin d’hiver se déverse dans la pièce sans fenêtre. Dans l’ombre reposent des sacs de millet, pour un peu moins d’une tonne, que Fanta et d’autres femmes de sa communauté ont acheté 0,13 euro le kilo. Plus tard dans l’année – durant la saison des pluies, lorsque les grains se font rares et que les prix montent en conséquence – le kilo peut monter jusqu’à 0,17 euro, commente-t-elle. La vente de la totalité du stock peut rapporter autour de 37 euros.

Les collectifs de stockage de grains ne sont pas nouveaux, par ici, mais celui-ci a particulièrement éveillé mon attention. L’an dernier, nous avons tous entendu parler de la crise alimentaire qui sévissait dans le Sahel, la zone semi-aride qui s’étend au sud du Sahara, où les prix avaient atteint de tels sommets que la famine s’abattit sur des millions d’habitants. Et je suis de retour, en ce mois de mars 2009, en compagnie de cette dame entre deux âges, qui anime un groupe de femmes résolues à combattre la faim grâce au développement d’une agriculture locale. Après les débats politiques et les discussions qui ont enflammé les médias sur cette crise alimentaire, elles ont décidé d’investir dans le stockage de nourriture, pour elles-mêmes et leurs proches, ou pour les vendre avec un bénéfice qui sera fonction de la montée des prix cet été.

« Nous sommes fières de l’affaire que nous avons montée », se réjouit Fanta, le visage brillant dans la lumière où baigne le petit entrepôt.

En 2008, Fanta et ses voisines étaient entourées de champs verts, promesses de nourriture. Mais elles n’avaient pas grand-chose pour les dépanner en attendant la récolte. Une grande partie des habitants des zones rurales du Mali essaie de se procurer de l’argent pour acheter à manger en été, saison où les prix s’envolent et la nourriture se fait rare. Dans les communautés agricoles telles que le village de Fanta, Banakoro, le seul argent qu’ils ont est à l’état de promesse : il se trouve dans leurs cultures en train de pousser. Mais l’année dernière fut pire que la précédente : le prix du grain a grimpé de 25 %, ce qui était bien supérieur à leur variation d’une année sur l’autre. Et quand ils deviennent inabordables, les familles n’ont d’autre solution que de restreindre leur alimentation. Pour nombre des familles les plus pauvres, qui dépensent la presque totalité de leur budget dans l’alimentation, 2008 fut catastrophique.

Quand les pluies arrivent et que les fermiers sont en mesure d’obtenir de bonnes récoltes de millet, de maïs, d’arachides ou, peut-être de coton, ils devront généralement les vendre tout de suite pour payer les factures médicales et scolaires, acheter des vêtements, et faire face à toutes les autres dépenses qui ne peuvent attendre. De sorte qu’il ne leur reste la plupart du temps plus grand chose pour voir venir. C’est pourquoi, à Banakoro, Fanta a mis au point avec une vingtaine de compagnes une stratégie pour venir à bout de ce problème ancien. Membres de l’*Oxfam America’s Saving for Change program* (programme « Epargner pour le changement » d’Oxfam America), elles ont mis leurs économies en commun pour investir dans le millet. Quand le moment est venu de vendre leurs réserves de grains, elles veillent d’abord à satisfaire les besoins du groupe en cas de problèmes alimentaires sérieux. Mais si les 25 membres ont tous suffisamment d’épargne et de réserve de nourriture pour faire face aux nécessités courantes, ils pourront alors chercher à réaliser en commun des bénéfices pouvant aller jusqu’à 32 % de l’investissement initial, soit autour de 1,5 euro (assez pour payer la consultation d’un enfant dans un dispensaire).

La montée des entrepreneurs

La fierté qui rayonne sur le visage de Fanta est le résultat d’un travail acharné et d’un sentiment d’accomplissement. Les femmes qui inventent de nouveaux moyens de gagner leur vie et de nourrir leur famille voient leur force et leur optimisme augmenter, mais tout cela vient aussi en partie de la créativité dont elles ont su faire preuve. Une femme âgée que j’ai rencontrée, Moh Mariko, m’a dit que

depuis qu'elle fait partie d'un groupe Epargner pour le Changement (EC), elle vit une sorte d'illumination. Comme elle me l'explique, sa nouvelle expérience dans la vie des affaires a changé son existence sous de nombreux aspects, au point qu'elle a le sentiment d'être une nouvelle personne. Elle ne se contente plus de copier passivement, comme auparavant, ce qu'elle voyait autour d'elle. Elle a montré qu'elle peut se lancer dans une entreprise et réussir. « *Mon esprit,* déclare-t-elle, *est plus ouvert maintenant.* »

L'esprit d'entreprise est particulièrement fort au Mali. Les femmes de la campagne ne manquent pas d'idées et de projets, mais de capital. Les groupes EC remplissent un rôle important pour tous ceux qui sont dotés d'énergie et de vision. Salimata Mariko, par exemple. Elle emprunte de l'argent à son groupe EC pour se rendre dans la zone transfrontalière avec la Côte d'Ivoire pour y acheter des ignames qu'elle revendra chez elle, à Zantiebougou-Fala. Avec les bénéfices de la vente, elle achètera du millet qu'elle ira revendre à Bamako (à 3 heures de minibus) où il est vendu plus cher que chez elle, ce qui lui assurera de nouveau un bénéfice important. Malgré le prix élevé de l'essence (qui contribue à la cherté de l'alimentation), elle peut quand même faire un bénéfice de 2 euros par sac. Elle dégage un profit de 11 à 13 euros par voyage, selon la quantité de millet transporté ; au moment de la récolte, elle fait souvent deux voyages par semaine.

Elle prépare aussi des beignets. Elle achète des haricots, les transforme en une pâte qu'elle fait frire par petits morceaux dans une grande casserole posée sur un feu ouvert situé près du puits, au centre du village. Elle emprunte 1,5 euro par mois pour acheter les haricots, de l'huile et divers ingrédients et fait autour de cinq fournées, précise-t-elle. Après remboursement du prêt, il lui reste 5 euros pour un mois, avec deux fournées par semaines – ce qui est une somme importante.

Mariko officie, la mine légèrement solennelle, près de sa casserole et du feu tout en décrivant modestement son travail et en enveloppant les beignets dans des feuilles de papier que ses clients emportent. Trois de ses enfants sont encore scolarisés pour environ 1 euro par mois ; elle n'a pas eu à restreindre l'alimentation de sa famille lors de la saison des pluies 2007, et ne pense pas devoir le faire pour celle de 2009. Il reste même assez d'argent pour s'offrir quelques petits extras.

A moins d'une heure de voiture de Zantiebougou-Fala, j'ai rencontré des femmes qui travaillent dans une industrie traditionnellement dominée par les hommes, dans le but de lancer leur combat contre la faim : le coton.

Le sud du Mali est une région cotonnière ; le coton constitue l'une des principales exportations du pays et l'une des rares dont les récoltes sont immédiatement vendables. La faiblesse des cours du marché mondial du coton a malheureusement considérablement diminué sa rentabilité financière, mais Oxfam a travaillé avec des coopératives de production de coton biologique pour aider les fermiers du secteur à obtenir un prix supérieur à celui du marché. Même si la demande de coton est aujourd'hui faible, pour les membres de la coopérative de Sibirila, le coton bio leur assure une vie décente.

Fanta cultive ce type de coton depuis quatre ans, en même temps que de l'arachide, du fonio et des graines de sésame bio. L'an dernier, elle a consacré un peu plus d'un demi-hectare au coton, pour une récolte de 440 kilos qu'elle a vendu 150 euros – soit 0,36 euro le kilo, un tarif privilégié, *premium price*.

Elle me dit qu'avant de se mettre au coton, ses revenus ne suffisaient pas à satisfaire les besoins quotidiens de sa famille. *« Je n'avais pas assez à manger »*, précise-t-elle, assise dans la maison qu'elle partage avec son mari et leurs trois jeunes enfants. Ce n'est plus le cas maintenant ; elle peut même envoyer ses enfants à l'école.

En 2008, lorsque les prix des produits alimentaires s'envolèrent à Sibirila, jetant une bonne partie de la population dans une course désespérée pour gagner un supplément de revenus, Fanta disposait d'une réserve où puiser : *« J'ai utilisé les économies que j'avais faites sur le produit de la vente du coton bio l'année précédente pour acheter du grain pour la famille »*, explique-t-elle modestement.

La plupart des fermiers doivent emprunter pour acheter des pesticides et des fertilisants indispensables à la culture du coton, mais les agriculteurs bio comme Fanta n'utilisent pas de pesticides et font eux-mêmes leurs fertilisants. Une fois leurs récoltes vendues à la coopérative, ils n'ont pas de dettes. Un sentiment agréable qu'en bambara on appelle *koori haron*. Ce qui veut dire « dignité du coton ».

Le programme « Epargner pour changer » d'Oxfam America

Pour aider sa famille à se frayer une voie hors de la pauvreté, il suffit parfois de disposer d'un endroit sûr où mettre ses économies (et non un matelas ou une valise) ou d'avoir la possibilité de faire un petit emprunt. Mais c'est loin d'être le cas pour une bonne

partie de la population pauvre, à laquelle les banques et autres établissements de crédit sont fermés – quand, toutefois, ils existent : il n'y en a pratiquement pas dans les zones rurales. Le programme de financement communautaire EC a justement pour but de pallier à cet état de choses.

A la différence des organismes de micro-crédit proprement dit, Oxfam s'est donné pour but de créer le plus grand nombre possible de groupes d'épargne et de prêt dans les régions les plus pauvres de la planète. Leurs membres peuvent partager leur épargne en se faisant des prêts entre eux au lieu de passer par un établissement financier ou de microcrédit.

Les villageois qui adhèrent au programme EC se réunissent en groupes d'une vingtaine de personnes chacun, qui fonctionnent comme des banques communautaires. Ils confient à leur groupe leurs économies, en prêtent une partie quand l'un d'eux en a besoin, et les intérêts vont directement à une caisse commune.

Les avantages de ce mode original de lutte contre la pauvreté sont nombreux. Pour n'en citer que quelques-uns :

– il permet à l'argent de rester dans les communautés ;

– le groupe EC sert de « coffre-fort » aux membres des groupes ;

– ses responsables et ses membres apprennent à gérer épargne et prêts (individuels et collectifs) ;

– il n'a pas besoin de personnel particulier, de bâtiments, de directeur… ce qui réduit considérablement les coûts de fonctionnement ;

– ce modèle facilite au plus haut point la création de tels groupes : il suffit pour ce faire de former des acteurs et des responsables locaux ;

– la simplicité des transactions qu'il permet et les « registres (de compte) oraux » conviennent parfaitement dans des populations en grande partie analphabètes ;

– il atteint en premier les femmes et les ruraux qui, autrement, n'auraient pas la possibilité de financer leurs projets ;

– les groupes d'épargne cimentent entre eux les membres d'une même communauté, de sorte qu'ils peuvent s'unir pour se lancer dans d'autres projets, touchant la santé ou l'agriculture, par exemple.
La création d'un groupe par Oxfam et ses partenaires dans un village a un effet boule-de-neige sur les autres villageois qui souvent en forment un à leur tour, avec ou sans aide. Cette création coûte en moyenne une quinzaine d'euros à l'ONG. Une fois formées, les femmes peuvent aller aider les autres villages à se lancer dans l'aventure, sans coûts additionnels.

Cette campagne compte aujourd'hui 250 000 membres de groupes EC répartis dans 6 000 villages du Mali, du Sénégal, du Burkina Faso, du Salvador et du Cambodge. L'ensemble de l'épargne détenue par ces groupes dépasse les 2,5 millions d'euros, et les participants gagnent en moyenne par an 20 % de leurs dépôts.

Auteur : Chris Hufstader, travaille pour Oxfam America depuis 1998.
Sources : Oxfam America
Thématiques : Société, femmes
Rubrique : Divers